

D 995 NICARAGUA: F. CARDENAL EXCLU DES JÉSUITES

On pouvait s'y attendre. Quelques mois après sa nomination comme ministre de l'éducation, dans la foulée du conflit politico-religieux de juillet 1984 (cf. DIAL D 959 et 987), Fernando Cardenal a été mis en demeure de choisir entre sa charge politique et son appartenance religieuse. Le 10 décembre 1984, après avoir fait valoir l'objection de conscience pour refuser de quitter son poste ministériel, Fernando Cardenal a été officiellement "délié de ses engagements juridiques envers la Compagnie de Jésus". On notera en passant qu'avec l'objection de conscience, F. Cardenal reprend l'argumentation utilisée au profit de l'Eglise par les évêques nicaraguayens dans l'affaire du service militaire obligatoire (cf. DIAL D 881).

Le même jour, Fernando Cardenal rendait public un long document sous forme de lettre adressée à ses amis pour leur expliquer les raisons de son choix. Dans une deuxième partie, il raconte comment il a été amené à s'engager dans la lutte contre Somoza.

Nous donnons ci-dessous l'intégralité de ce document comme témoignage du protagoniste et comme élément historique nécessaire à la compréhension des événements politico-religieux du Nicaragua.

Note DIAL

### LETTRE A MES AMIS

par Fernando Cardenal M.

#### Introduction

Au cours des dernières années (1979-1984), et plus particulièrement durant 1984, un certain nombre d'amis de divers pays, chrétiens ou sympathisants du christianisme, cardinaux, évêques, prêtres, frères jésuites, religieux, religieuses et laïcs, m'ont écrit, se sont intéressés à moi. Durant les derniers mois, je n'ai pas répondu à ces lettres. J'ai laissé venir en silence, reconnaissant, dans l'attente du moment où je pourrais dire toute la vérité.

A plusieurs reprises la presse nationale et internationale a parlé de moi, avec des affirmations justes mais aussi fausses. Le moment est venu pour moi de parler. J'entends donner une réponse simple, fraternelle, sans jouer au héros car cela n'a aucun sens dans la situation actuelle du Nicaragua, tout en apportant sincèrement mon point de vue sur ce qui s'est passé et est en train de se passer. C'est un point de vue limité et partiel, mais c'est mon point de vue et j'estime que je dois l'offrir à ceux qui s'intéressent à moi. C'est surtout une lettre pleine de remerciements. Aucun nom ne sera oublié.

Je sais d'avance que certains - pas vous, bien sûr! - vont manipuler et interpréter en mal tout ce que je dis, mais je pense que je dois le faire. Dans les pages qui suivent, je vais essayer de dresser un état de la question (n° I et II) et de résumer brièvement les changements par lesquels le Seigneur m'a fait passer (n° III à VI).

## I - Les pressions ecclésiastiques et mon objection de conscience

Aussitôt après la victoire de la Révolution sandiniste, les évêques du Nicaragua ont commencé à faire pression sur nous, les prêtres qui étions dans la révolution, pour que nous cessions notre engagement. A l'époque, le P. Miguel d'Escoto était ministre des relations extérieures; mon frère Ernesto, ministre de la culture; le P. Edgar Parrales, ministre du bien-être social; pour ma part, j'étais chargé de l'alphabétisation. Après de longs mois de tensions, la Conférence épiscopale nicaraguayenne nous a finalement, en juin 1981, accordé l'autorisation de continuer notre travail à titre exceptionnel, en raison de la situation nationale d'urgence; nous devions, pour notre part, renoncer "volontairement" à célébrer tout sacrement en public comme en privé. Depuis lors, l'épiscopat ne nous plus accordé aucune rencontre, en dépit de nos demandes répétées.

Moins d'un an après cet accord, les évêques ont recommencé les pressions pour nous faire quitter définitivement nos responsabilités dans la révolution. Les pressions n'étaient jamais faites personnellement, mais toujours par les médias. Dans les deux dernières années, le Vatican a lui aussi fait pression, et pas plus personnellement ou directement. Après mon acceptation du ministère de l'éducation, les pressions par les médias ont augmenté de façon très significative, au point que je vois clairement, dans les dernières semaines de 1984, se dessiner pour moi l'alternative d'abandonner mon engagement dans la Révolution nicaraguayenne ou d'être exclus de la Compagnie de Jésus et frappé des sanctions ecclésiastiques de suspense a divinis et d'interdit.

Je croyais pouvoir nourrir l'espoir que l'Eglise verrait dans mon travail un service apostolique de type missionnaire, dans la ligne d'une présence évangélique d'inculturation, à l'intérieur d'un mouvement historique nouveau faisant le choix des pauvres. Je croyais ainsi pouvoir garder l'espoir que je pourrais me dispenser d'un conflit entre ma conscience et un désir ou un ordre de l'Eglise.

Tout au long de ces derniers mois, j'ai passé beaucoup de temps au discernement et à la direction spirituelle, avec l'accompagnement constant d'une prière intense, pour voir plus juste dans ma décision. Toute mon affaire, je l'ai abordée avec des hommes de grande expérience spirituelle, aimant l'Eglise et connaissant l'esprit de la Compagnie de Jésus.

C'est pourquoi je puis, en toute responsabilité, affirmer que je fais, honnêtement, objectivement et sérieusement, une objection de conscience à l'acceptation des pressions de l'autorité ecclésiastique. J'estime en toute sincérité, devant Dieu, que je commettrais un péché grave en abandonnant, dans les circonstances actuelles, mon choix sacerdotal en faveur des pauvres, concrétisé actuellement au Nicaragua dans mon travail au sein de la Révolution populaire sandiniste.

Ma conscience me fait percevoir, comme dans une intuition globale, que mon engagement dans la cause des pauvres du Nicaragua est de Dieu, que mon désir de ne pas abandonner mon travail est de Dieu, que ma fidélité

d'aujourd'hui à l'Évangile et la réalisation du plan de Dieu dans ma vie consistent à continuer d'exercer mes responsabilités actuelles. Je ne parviens pas à concevoir un Dieu qui me demanderait d'abandonner mon engagement envers le peuple.

Mais par l'analyse aussi, je trouve facilement de nombreuses raisons qui renforcent le point de vue de ma conscience. En voici quelques-unes, en bref:

a) Le mouvement révolutionnaire du Nicaragua, en dépit des erreurs inhérentes à toute œuvre humaine, et que je perçois très clairement du fait que je le vois de l'intérieur, est un mouvement qui place les intérêts des pauvres au-dessus de tout. Politiquement, il est donc une traduction légitime du choix prioritaire des pauvres de l'Église latino-américaine.

b) Je vérifie que ce mouvement, encore une fois en dépit de ses erreurs, s'efforce de créer un modèle original de révolution, dont l'un des traits les plus caractéristiques est le respect de la religion chrétienne qui est celle de la majorité des Nicaraguayens, ainsi que la participation active de dirigeants religieux dans la construction de la nouvelle société.

c) Je fais l'expérience que, au milieu de tendances à l'incroyance, ma présence sacerdotale, religieuse et chrétienne parmi les révolutionnaires est un témoignage important de la valeur et du rôle de la foi. Cette activité qui est la mienne, elle s'inscrit dans le cadre du décret IV de la 32<sup>e</sup> Congrégation générale et de la responsabilité particulière face à l'athéisme confiée à la Compagnie par Sa Sainteté Paul VI (1).

d) Au terme de mon Troisième an, en 1970, j'ai promis de vivre mon sacerdoce dans le service des pauvres, en me laissant conduire par l'Esprit pour les modalités concrètes. Depuis lors je crois avoir, avec la grâce de Dieu, tenu cette promesse; et cela, dans un échange permanent avec ma communauté religieuse, largement partie prenante, et avec mes supérieurs de la Compagnie de Jésus. Cette promesse, dans le Nicaragua d'aujourd'hui, je la tiens radicalement en travaillant au sein de la révolution.

e) Depuis cette époque j'ai, comme prêtre, encouragé de très nombreux jeunes et de nombreux adultes, tant dans les classes aisées que dans les classes populaires, à se donner dans la foi et de la façon la plus efficace possible à la cause des pauvres; au Nicaragua, cette cause a été portée par le FSLN. Un nombre non négligeable d'entre eux ont suivi mes conseils et se sont engagés comme levain dans la pâte et dans notre histoire; des milliers ont été assassinés, dont mon beau-frère et trois neveux. Des liens de sang versé me rattachent aussi à cette cause, à ce peuple.

f) Je suis convaincu que notre présence dans la Révolution nicaraguayenne en ce moment est un fait de grande importance, non seulement pour le mouvement mais aussi pour tous les mouvements de transformation sociale qui se produiront en Amérique latine. Il faudrait être aveugle pour ne pas le voir. Nous ne croyons pas aux modèles, mais les expériences sont éclairantes et, surtout, sont source d'inspiration.

g) J'ai l'impression que notre mouvement révolutionnaire est tellement nouveau et original qu'il est difficile de le comprendre de l'extérieur. Sincèrement, je me rends compte qu'on ne mesure pas très bien l'ampleur du défi qui est le nôtre pour l'avenir, sans prétention de notre part et sans mérite personnel, ni non plus la responsabilité qui pèse sur nos épaules et

---

(1) Intitulé "Notre mission aujourd'hui: service de la foi et promotion de la justice", le décret IV est qualifié dans l'introduction de "l'un des plus importants de cette Congrégation" (NdT).

les répercussions qu'entraîne à l'heure actuelle toute décision importante de notre part. Les centaines de lettres qu'on nous a envoyées de partout sont l'une des preuves palpables de ce que nous affirmons.

h) Notre petit Nicaragua est pratiquement sans défense devant l'avalanche de calomnies et d'informations manipulées de toutes sortes, pour essayer de lui retirer sa légitimité, de le dénigrer et de justifier plus aisément une agression militaire contre lui. La cause du peuple, la vérité de cette cause font une obligation de s'opposer à toute cette boue et cette infâmie. Nous pouvons faire quelque chose. C'est pourquoi nous continuerons debout dans la fermeté, avec le peuple, au sein de la révolution, en criant à tous ceux qui veulent entendre, avec toute la force de notre crédibilité sacerdotale et avec toute l'autorité morale qui est la nôtre devant nos amis: "N'accordez aucun crédit aux calomnies sur le Nicaragua. Nous avons commis "des erreurs dans notre marche, comme tous les humains, mais pas comme l'affirment nos détracteurs. Nos objectifs sont justes, nobles, beaux et saints". Le Nicaragua a besoin, aujourd'hui plus que jamais, de témoins qualifiés de la vérité et de la justesse de sa cause. Et nous devons y tenir.

i) Laisser la révolution, précisément à l'heure actuelle, serait considéré comme une désertion de l'engagement envers les pauvres; et je pourrais difficilement me convaincre que me retirer maintenant ne serait pas une trahison envers la cause des pauvres, et plus encore une trahison envers la patrie. L'analyse la plus raisonnable de la situation internationale nous montre qu'à tout moment nous pouvons passer de la situation de nation agressée par des contre-révolutionnaires soutenus officiellement et publiquement par l'actuel gouvernement nord-américain, à la situation de nation victime d'une intervention directe des forces militaires du gouvernement des Etats-Unis, précisément parce que l'actuel gouvernement nord-américain refuse d'accepter la Révolution populaire sandiniste.

j) Quand le pays est tout entier en état d'"alerte générale" et l'Armée sandiniste en disposition de combat dans l'attente d'une agression militaire, on me donne l'ordre de laisser la révolution. La mission qui m'a été confiée en cas d'intervention est une mission dangereuse. Je sais parfaitement que ma vie est en plus grand danger qu'au temps de la lutte contre la dictature somoziste, mais je ne peux abandonner mon peuple. Je ne l'abandonnerai jamais. J'aime cette cause plus que la vie, et on me demande de l'abandonner au moment précis où le peuple est en extrême danger, calomnié et acculé par le pays le plus puissant de la terre.

k) L'ordre qui m'est donné m'oblige à prendre des décisions de conscience, mais j'observe que les pressions à l'origine de cet ordre ne résultent pas d'une réflexion théologique ni d'une inspiration évangélique ou de nécessités pastorales. En communion avec l'Eglise, je suis en droit de dire que certains évêques du Nicaragua ont un projet politique qui se révèle, aujourd'hui comme hier, être en contradiction ouverte avec les intérêts des masses pauvres du Nicaragua.

Le Saint-Siège lui aussi, dans le cas du Nicaragua, est prisonnier de concepts d'ordre politique qui lui viennent des traumatismes provoqués par les conflits d'Europe de l'Est, mais qui n'ont rien à voir avec l'histoire du peuple de Dieu en nos terres latino-américaines, et encore moins avec le mouvement révolutionnaire nicaraguayen. Nous constatons que, vue d'ici, la politique vaticane envers le Nicaragua coïncide avec celle du président Reagan. On cherche, avec notre retrait, à retirer sa légitimité au mouvement révolutionnaire. Au Nicaragua il n'y a prise pour aucun problème religieux fondamental entre l'Eglise et la révolution. Ici ne sont en cause ni dogme

de la foi chrétienne, ni la doctrine catholique, ni un quelconque postulat de la morale chrétienne; ce qui est en jeu, c'est un affrontement politique. Les évêques se sont affichés publiquement du côté de ceux qui attaquent la révolution, de ceux qui cherchent à détruire ce régime pour revenir au passé. L'application rigide du canon 285§3 (2) ne peut manquer d'apparaître au Nicaragua comme un prétexte, à travers nous, pour essayer d'affaiblir la révolution, cette action venant s'ajouter à la série d'agressions en tous genres que le gouvernement nord-américain et ses alliés mènent contre notre petit pays. On veut faciliter la tâche de Goliath dans son effort de destruction de David.

D'ailleurs, notre affaire a été conduite par les évêques de façon fort peu pastorale. A six reprises j'ai demandé à la Conférence épiscopale du Nicaragua de me recevoir pour un dialogue avec les évêques; ils n'ont même pas répondu à mes lettres. Il est douloureux de se sentir rejeté en permanence par les pasteurs.

Le 8 juillet de cette année, avant que soit rendue publique ma nomination comme ministre de l'éducation, j'ai écrit au président de la conférence épiscopale (avec copie à chacun des évêques) pour me donner l'occasion de dialoguer avec eux; je terminais ma lettre en disant: "Je vous fais savoir dès à présent que je suis tout à fait disposé à aborder avec vous ou avec la conférence épiscopale toute préoccupation, question ou perspective qui est vôtre en matière d'éducation". Ma lettre a connu le même sort que les précédentes: elle est restée sans réponse.

Toutes ces raisons s'ajoutent aux données qui m'ont amené, pour la première fois en trente-deux ans de vie jésuite, à avoir un problème d'obéissance. Dans le cas présent, je me réclame avec gravité de l'objection de conscience pour refuser d'obéir. Ce n'est pas un sentiment passager. Voici deux ans, je le disais déjà au P. Teófilo Cabestrero dans une interview publiée dans le livre "Des prêtres au gouvernement - L'expérience du Nicaragua" (3) :

"Je ressens profondément l'appel religieux à l'obéissance de Dieu. Je n'ai jamais fait dans ma vie de sacrifices plus grands pour l'obéissance à Dieu que dans le cadre de la révolution. Jamais autant qu'aujourd'hui, au cours de mes trente années de vie religieuse, je n'ai mieux compris l'importance de l'obéissance de la foi, qui est obéissance à la volonté de Dieu. Mais cette obéissance à Dieu passe par la voix, par le cri du peuple pauvre et souffrant. Je cherche avant tout à obéir à Dieu et je sens que rien ni personne ne pourra m'écarter du chemin de l'obéissance. Je peux dire, sans exagération et sans vanité aucune (car nous avons souvent exposé notre vie et nous sommes donc entraînés), que je ne crains pas la mort, que je n'ai pas peur. Je suis prêt à tout parce que j'obéis à ma conscience qui me demande d'obéir à Dieu dans une fidélité inconditionnelle et permanente à mon peuple, ce peuple qui est encore en proie à la misère, dans un pays qui, en trois ans, n'a pas pu faire de miracles pour passer de la misère au développement, parce qu'il y a tant de besoins, un tel héritage de destruction et de saccage, le blocus, les agressions...

Je tiens à dire clairement qu'en raison de ma foi au Seigneur, en raison de mon obéissance dans la foi au Seigneur auquel je me suis consacré par la vie religieuse et par le sacerdoce, c'est pour moi une obligation de conscience impérative, irrévocable et irréversible, que mon engagement aux côtés du peuple. Pour moi, il est clair que c'est Dieu qui le demande, c'est Dieu qui le veut. Et je suis prêt à mourir pour cela. Rien ni personne ne peut m'en détourner. À mon sens, tout ce qui va à l'encontre de l'engagement aux côtés du peuple va contre la volonté de Dieu, et c'est un péché.

J'ai fait souvent l'expérience que je trahirais Dieu, que je ne ferais pas sa volonté si, au nom de je ne sais quelle loi, j'abandonnais mon peuple, j'abandonnais les pauvres, les étudiants en grève pour leurs camarades se trouvant entre les mains de la Garde. J'en ai encore plus clairement conscience aujourd'hui car ce n'était alors que le début."

Aujourd'hui, deux ans après avoir donné ce témoignage, je le redis avec davantage de conviction.

(2) "Il est interdit aux clercs de remplir les charges publiques qui comportent une participation à l'exercice du pouvoir civil" (NdT).

(3) Edité en français aux Editions Karthala. Cf. DIAL D 876 (NdT).

## II - Face à l'ultimatum et aux sanctions de l'autorité ecclésiastique

a) Je crois que le canon 285 est légitime. Je n'ai rien contre. Mais je crois aussi qu'il faudrait, aujourd'hui plus que jamais, renouveler l'exception faite aux prêtres au Nicaragua car l'Eglise doit, aujourd'hui plus que jamais, témoigner qu'elle est aux côtés des pauvres quand on les accule au désespoir en détruisant leurs espoirs.

b) Je maintiens mon objection de conscience. Ma communauté religieuse est témoin que c'est un acte sincère et que sa motivation est évangélique. Je crois que ce serait un péché d'abandonner le peuple, à plus forte raison quand il fait l'objet d'une agression militaire, économique, politique et même informative. J'ai le sentiment que Dieu ne peut me demander de me mettre du côté de ceux qui cherchent à dévorer le peuple comme du bon pain.

c) Jamais je ne demanderai à sortir de la Compagnie de Jésus. Que ce soit l'exclusion - que je considère comme le résultat de pressions - ou que ce soient les sanctions dont les évêques veulent me frapper, ce sont là pour moi des mesures injustes et abusives. Je reconnais l'autorité dans l'Eglise et je sais aussi qu'elle n'est pas plus arbitraire qu'illimitée. C'est pourquoi je proteste contre ce qui me semble être un abus d'autorité.

d) Je continuerai de vivre en religieux et, avec la grâce de Dieu, je m'efforcerai de garder le célibat (4). Personne ne peut m'enlever mon sacerdoce. Avec l'aide du Seigneur et en communion avec l'Eglise je voudrais continuer d'être le directeur spirituel de mon peuple, c'est-à-dire d'être à son service jusqu'à donner ma vie pour que s'améliorent les conditions de sa libération totale.

e) Je me sais pécheur. J'en ai profondément conscience. Je refuse d'être porté au pinacle par quiconque car ce serait une profonde erreur. Ce qui est curieux, en l'occurrence, c'est que je suis puni non à cause de mes péchés, mais pour ce qui est appel de Dieu dans ma vie, appel auquel je ne puis me soustraire.

f) Je remercie pour son appui, ses conseils et sa profonde amitié ma communauté jésuite de Bosques de Altamira, en particulier Peter Marchetti s.j., son supérieur. Toutes ces années durant les membres de ma communauté ont été mes meilleurs amis, mes frères. Je remercie le délégué du père provincial pour le Nicaragua, le P. Iñaki Zubigarreta s.j., toujours intéressé à mon cas; un grand ami et un homme selon le coeur de Dieu. Le père provincial d'Amérique centrale, le P. Valentín Menéndez s.j., m'a accompagné en toute sympathie, compréhension et aide. Je tiens également à remercier le R.P. Peter-Hans Kolvenbach s.j., supérieur général de la Compagnie de Jésus, pour son respect de mon objection de conscience, pour son estime à titre personnel et pour l'intérêt qu'il a apporté au règlement positif de mon cas.

g) C'est le pape Jean-Paul II qui s'est catégoriquement refusé à faire une exception aux prêtres du Nicaragua pour qu'ils continuent de travailler dans le gouvernement révolutionnaire. Il m'en coûte de faire cette affirmation mais, comme chrétien, je ne puis me taire.

Quand, en 1982, celui qui était alors le délégué du pape dans les affaires de la Compagnie de Jésus, le P. Paolo Dezza s.j., m'a fait dire que je devais laisser ma tâche à la Jeunesse sandiniste, je lui ai envoyé une lettre

---

(4) C'était exactement la même position présentée par Ivan Illich, alors monseigneur à Cuernavaca (Mexique) quand, en 1968, il avait eu ses démêlés avec Rome (NdT).

pour lui demander par écrit les raisons pour lesquelles je devais abandonner cette tâche auprès des jeunes révolutionnaires, afin de pouvoir y réfléchir. Le P. Dezza s.j. m'a répondu le 12 janvier 1983. Il n'y avait pas de raisons. C'était un ordre du pape. Je transcris textuellement les principaux paragraphes de sa lettre:

"J'apprécie beaucoup ce que vous avez pu faire en faveur de vos frères nicaraguayens de multiples manières, en particulier dans le cadre de la Croisade nationale d'alphabétisation, et la façon dont vous avez essayé de donner un témoignage clair de votre identité sacerdotale et jésuite, en allant jusqu'à refuser des charges qui ne semblaient pas compatibles avec votre vocation religieuse alors que, par ailleurs, elles auraient constitué un service envers le pays. Au nom de la Compagnie, je tiens à vous exprimer ma profonde reconnaissance et gratitude et, en même temps, à vous exposer clairement la situation présente.

Comme vous le savez, j'ai transmis au P. provincial le désir explicite du Saint-Père que tous les prêtres, et pas seulement les jésuites, n'apportent plus ce genre de collaboration au gouvernement dans lequel ils sont engagés du fait de leur appartenance à certains organismes officiels. La charge que vous exercez, même si elle n'est pas directement gouvernementale, est néanmoins étroitement liée au gouvernement du fait qu'il s'agit d'une organisation politique du Front sandiniste. Même si l'on peut exercer un véritable apostolat à un poste comme celui qui est le vôtre, le Saint-Père a manifesté à plusieurs reprises sa volonté que des prêtres n'exercent pas de telles tâches; et il attend que, comme jésuites, nous donnions l'exemple de l'obéissance. Il est donc nécessaire que nous respections la volonté du Saint-Père avec promptitude et en esprit de foi.

Comme vous le voyez, cher Père Cardenal, il s'agit d'une situation délicate et difficile. Mais je crois que Dieu nous donnera sa lumière et sa grâce pour que nous puissions répondre dans la confiance au Seigneur, lui qui nous a donné l'exemple d'une obéissance qui semblait folie aux yeux des hommes, mais qui a été amour fait rédemption pour les hommes de tous les temps. Je sais que je vous demande là une obéissance difficile, dans laquelle les raisons humaines peuvent apparaître insuffisantes; mais je suis sûr que Dieu récompensera votre foi et la rendra apostoliquement féconde. Vous pouvez, pour cela, compter sur ma prière, sur mon estime et sur mon aide pour tout ce qui est en mon pouvoir."

A qui aura lu jusqu'au bout cette lettre, il apparaîtra peut-être clairement pourquoi, en ce qui me concerne, "l'amour qui se fait rédemption", en passant par la passion et la mort de Jésus-Christ, c'est l'amour qui m'amène à suivre ma conscience et à rester au service d'une révolution calomniée et agressée par laquelle je crois que se concrétise au Nicaragua la cause des pauvres. Etant donné qu'il s'agit d'une décision de conscience, je ne prétends pas l'ériger en exemple ou la proposer en discussion. D'autres pourraient ressentir autrement la question de leur fidélité et ses exigences, également en conscience. Pour moi, ce serait un péché devant Dieu de ne pas continuer cette route difficile et douloureuse; elle ne devient plus aisée que dans l'espoir que ma constante communion avec l'Eglise et mon obéissance à Dieu en conscience seront signes de l'authenticité du Seigneur de l'histoire et de l'Eglise aux yeux de mon peuple.

J'ai besoin de votre prière et de votre solidarité, vous qui m'avez écrit, qui vous êtes solidarisés avec moi dans ce conflit, avec la cause des pauvres du Nicaragua et avec leur révolution. J'ai besoin de votre prière, j'y mets ma confiance comme soutien pour le reste de ma vie, comme renfort aussi pour mon peuple, dans sa peine et son courage.

Il me semble utile de compléter ce témoignage par une explication historique, permettant de mieux comprendre pourquoi et comment j'en suis venu à entrer dans la lutte du Front sandiniste de libération nationale, et pour quelles raisons je suis resté, douze années durant, dans la Révolution nicaraguayenne. Ce que je vais vous dire, c'est ce que j'ai déjà dit plus ou moins publiquement en diverses occasions.

### III - Le point de départ

On a beaucoup écrit sur la participation des prêtres à la politique. Je pense que le meilleur apport que je puisse faire est de raconter mon expérience. Nos choix ont été la réponse aux questions et aux défis lancés par l'histoire concrète de nos pays. Seule, la connaissance de cette histoire peut permettre de comprendre nos prises de position.

Notre engagement repose au départ sur plusieurs constats :

1) Mon point de départ est que le peuple de Dieu et les masses pauvres ont, en Amérique latine, fait l'expérience du soutien apporté aux pouvoirs oppresseurs par les responsables de l'Eglise, ou d'alliances non écrites passées avec ces pouvoirs. Notre peuple simple s'est habitué à voir la croix bénir l'épée de l'oppression.

2) Il n'y a jamais eu dans nos pays de conditions réelles pour que les pauvres soient vraiment représentés au pouvoir par des moyens démocratiques. Dans mon pays non plus, il n'y a pas eu d'institutions réellement démocratiques. Qu'il suffise de citer deux faits, qui donnent une idée du monde dans lequel nous avons évolué: a) nous avons plus de 51% d'analphabètes et un grand pourcentage de ceux qui savaient lire n'avaient aucune occasion de le faire; b) durant près de cinquante ans, ce sont trois membres de la famille Somoza qui se sont succédé au pouvoir. Par ailleurs, la pauvreté et l'oppression auxquelles avait été soumise la grande majorité de la population ont été la cause, après le triomphe de la révolution, du manque de cadres pour les charges dans le service public.

3) Mon troisième constat, c'est que les mouvements révolutionnaires qui luttent pour la justice dans nos pays sont qualifiés de "terroristes" ou de "subversifs" par la propagande des pays les plus puissants dans notre aire géographique, et cela tant que dure leur lutte. Puis, s'ils parviennent à la victoire, ils sont présentés par la même propagande comme tombant dans le totalitarisme et l'athéisme militant.

Pour toutes ces raisons, je voudrais demander, lorsque se pose le problème de l'engagement politique des prêtres dans les pays du tiers-monde, et plus particulièrement dans les pays où la foi religieuse est majoritairement catholique, qu'on respecte dans l'Eglise universelle le principe missionnaire de l'inculturation, qu'on n'aborde pas le problème de façon uniforme, comme on le fait dans les pays développés, et qu'on s'emploie à explorer les nouvelles formes que peut prendre un choix authentique en faveur des pauvres.

### IV - Le rôle des prêtres catholiques dans la lutte pour le renversement de la dictature

Notre peuple a vécu depuis quatre siècles dans la misère, la dénutrition, l'analphabétisme et l'abandon; il a travaillé dans des conditions injustes et inhumaines, sans moyens de communication, sans centres de santé, dans écoles, sans culture, sans aucune participation aux destinées du pays, sans la moindre possibilité d'être le protagoniste de son histoire. Il faut ajouter à ces maux la dictature somoziste, un demi-siècle durant, qui est à l'origine dans notre pays des plus graves injustices, du manque de liberté et d'une répression permanente et féroce.

Nos gens ont toujours été en lutte, de façon organisée et efficace surtout depuis la fondation du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) en 1961. Des milliers de Nicaraguayens ont été assassinés au long de ces années. Mais de nouveaux héros se levaient pour lutter en versant leur sang jusqu'à la dernière goutte, afin d'arracher le peuple à l'esclavage, sans craindre Pharaon.

Notre Eglise vivait tranquillement et cohabitait en paix avec les oppresseurs. Quelques faits sont significatifs. Au Nicaragua, personne n'a oublié qu'au cours de l'enterrement du Général Somoza García, fondateur de la dynastie, l'archevêque de Managua d'alors a donné au dictateur le titre de "prince de l'Eglise". En 1967, plusieurs dirigeants du FSLN ont été arrêtés et aussitôt assassinés; à cette occasion, l'évêque auxiliaire de Managua a publié un article dans le journal du gouvernement dans lequel il justifiait pratiquement la répression du fait que ces jeunes étaient, d'après lui, communistes.

Je n'oublierai jamais qu'à mon retour au Nicaragua en 1968, après mon ordination sacerdotale, alors que la lutte populaire et la répression augmentaient jour après jour, j'ai pris connaissance de la première lettre pastorale des évêques du Nicaragua. Elle n'apportait aucun élément théologique qui aurait permis de mieux discerner la volonté de Dieu dans ces temps difficiles; elle demandait seulement aux prêtres de porter une soutane noire. Pas un mot sur la sombre situation de notre peuple. Avec de glorieuses exceptions, notre Eglise était l'alliée de la dictature.

J'ai dû quitter le pays en 1969 pour neuf mois, car il me fallait compléter ma formation religieuse par le dernier cours que font les jésuites et que nous appelons le Troisième an. J'avais demandé à le faire dans la ville de Medellin, en Colombie, car là on avait transféré le cours, initialement installé dans un bel immeuble de quatre niveaux entre jardins et terrains de sport, dans un quartier périphérique de la ceinture de misère de Medellin. Un an auparavant avait eu lieu dans cette ville la IIème conférence générale de l'épiscopat latino-américain. J'ai passé neuf mois parmi des gens marqués par la faim, le chômage et les maladies, sans électricité, sans aucune commodité ni service urbain. J'en étais venu à aimer énormément ces gens et la vie en leur compagnie m'a marqué pour toute mon existence.

Ma foi chrétienne, mes sentiments humains, ce que je voyais et entendais, tout cela m'amenait quotidiennement à une conclusion qui jaillissait du plus profond de moi-même: cela ne peut pas continuer! C'est une injustice qu'il y ait tant de misère! Dieu ne peut rester neutre devant cette situation!

Mon expérience spirituelle au milieu de ces pauvres confirmait l'idée, que je retirais de la Bible, d'un Dieu qui n'est pas neutre mais qui écoute le cri des opprimés et prend parti pour eux. La Bible ne m'est jamais apparue aussi limpide que lorsque je la lisais dans les borbiers et la misère de ce quartier.

Vers le milieu de 1970, j'ai terminé mon Troisième an et je suis rentré dans ma patrie, après avoir juré aux habitants de ce quartier de Medellin: "Je passerai ma vie à lutter pour la libération intégrale des pauvres d'Amérique latine, là où ce sera le plus utile". J'ai commencé à travailler à l'Université centro-américaine de Managua (UCA) comme vice-recteur, chargé des étudiants. Une longue nuit continuée <sup>alors</sup> de peser sur notre peuple: dictature, dépendance, prisons, tortures, famine, corruption, dénutrition, peur, mort et violation de tous les droits humains et civiques, etc. L'Eglise catholique officielle continue de cohabiter pacifiquement avec ce régime génocidaire. Une demi-douzaine de prêtres s'efforcent de mettre en oeuvre la nouvelle pastorale issue des documents de Medellin.

Le FSLN est désormais connu de tous; il a gagné le respect et la sympathie du peuple en raison de sa lutte courageuse et propre en faveur du peuple et contre la dictature. Inspirés par les documents de Medellin et soucieux de la libération intégrale de l'homme, nous sommes quelques prêtres à commencer de participer à toutes les luttes civiques du peuple pour sa libération: manifestations, occupations d'églises, grèves de la faim, prises de parole dans des assemblées, articles dans les journaux, etc.

Les groupes étudiants chrétiens commencent aussi à prendre part à la lutte du peuple, en prélude à l'importance qu'ils auront par la suite.

Le moment le plus significatif de la participation chrétienne à la lutte du peuple a été la première occupation de la cathédrale. Nous étions trois prêtres à accompagner une centaine d'étudiants de l'université catholique (UCA), en 1970, dans une grève de la faim pour demander le respect de la vie des étudiants qui avaient été arrêtés quelques jours auparavant, pour avoir le droit de leur parler, et pour exiger, conformément à la loi nicaraguayenne, qu'ils soient libérés dans les dix jours ou qu'ils soient traduits en jugement avec des accusations concrètes.

La norme était, au Nicaragua, que les prisonniers restent des semaines sous la torture dans les locaux de la Sûreté nationale. L'occupation de la cathédrale a eu un impact national. L'armée a encerclé l'édifice en menaçant d'intervenir; nous avons sonné le tocsin tous les quarts d'heure, jour et nuit; et nous avons averti que nous le sonnerions jusqu'à ce que la justice soit rendue et la loi respectée. En provenance des principales paroisses de Managua, de nombreux groupes sont venus s'asseoir sur la place en signe d'appui; des milliers et des milliers de gens nous ont salués en passant en bus ou en auto. En trois jours et demi nous avons fait plier le dictateur.

Pour la première fois un groupe chrétien avait eu une prise de position publique mordante. Des déclarations de soutien ont été publiées par les Cours de chrétienté, le Mouvement familial chrétien, les Communautés de base, etc. Quelques jours après, la Conférence épiscopale du Nicaragua a publié une lettre pastorale pour condamner notre protestation. Des milliers de chrétiens ont alors signé une lettre respectueuse dans laquelle il était dit aux évêques que, plus que le temple de pierre, c'était le corps des étudiants qui était le temple de l'Esprit-Saint, profané et torturé dans les prisons. Mais le plus important de cette lettre c'était de dire aux évêques que le peuple nicaraguayen avait choisi sa voie, celle de la lutte pour la justice, et qu'eux, les pasteurs, au lieu de se mettre à la tête de ce peuple, ils se mettaient de l'autre côté et le condamnait. Désormais, les chrétiens allaient être présents à tous les instants de la lutte du peuple.

Dans mes interventions auprès des groupes chrétiens, je leur disais: l'Amérique latine marche vers son changement. La révolution va bientôt se faire au Nicaragua. Il faut avoir à l'esprit, car c'est important, que cette révolution se fera avec les chrétiens, sans les chrétiens, malgré les chrétiens ou contre les chrétiens. Aujourd'hui, dans les diverses parties du pays, beaucoup me rappellent cette phrase.

J'avais l'intuition qu'il était important que l'Eglise ne soit pas disqualifiée, que les jeunes puissent constater qu'elle avait un projet de justice pour les exploités. Paradoxalement, les problèmes dans l'union entre chrétiens et révolutionnaires au Nicaragua ne viendraient pas des révolutionnaires mais des chrétiens. J'ai connu personnellement le fondateur du

FSLN, le commandant en chef Carlos Fonseca Amador (assassiné en 1976) et j'ai vu son ouverture et son désir d'union avec les chrétiens. J'ai étudié les statuts du FSLN, rédigés par lui en 1969, où il parle de liberté religieuse et d'appui aux prêtres qui travaillent pour le peuple. En 1970, j'ai rencontré le commandant Oscar Turcios, membre de la direction nationale du FSLN (assassiné en 1973). Il m'a dit à cette occasion: "L'important n'est pas que tu croies qu'il y a une autre vie et que moi, au contraire, je croie que je m'arrête ici. La question fondamentale est de savoir si nous croyons que, tous deux, nous pouvons travailler ensemble pour la construction d'une nouvelle société".

Les communautés chrétiennes, et surtout les jeunes chrétiens, ont commencé à avoir une participation de plus en plus grande dans cette marche lente et risquée vers leur libération. La foi mettait en route des milliers de Nicaraguayens, qui se sont progressivement engagés dans cette lutte de façon naturelle et spontanée. Ils avaient compris qu'en luttant pour la justice et pour les pauvres, ils suivaient la cause de Dieu. Grâce à eux, la révolution s'est faite au Nicaragua avec les chrétiens.

Quand, en 1973, le commandant Eduardo Contreras (assassiné en 1976) m'a demandé d'entrer officiellement dans le travail du FSLN, je me suis rappelé en un éclair la parabole du bon samaritain; et il m'a semblé évident que je ne devais pas faire comme ce prêtre et ce lévite qui se sont écartés et ont abandonné le blessé. Les samaritains du Nicaragua me demandaient de les aider à soigner notre peuple blessé. De par ma foi chrétienne, je n'ai trouvé qu'une réponse: l'engagement. J'ai continué à travailler avec les étudiants, à prêcher les Exercices spirituels, à diriger les Cours de chrétienté et à tenir ma chaire de philosophie à l'Université nationale autonome de Nicaragua (UNAN), tout en collaborant avec le FSLN dans sa lutte de libération nationale, de façon secrète.

Notre cheminement avec le peuple a été pour nous l'occasion d'apporter une légitimité: celle de notre prestige comme prêtres, de notre exigence morale, de notre lutte pour l'unité, de notre germe d'homme nouveau; et cela en donnant notre adhésion à la seule force concrète qui avait un authentique projet de justice pour notre peuple. C'était là que se concrétisait notre amour du prochain et le choix des pauvres. Il n'y avait pas plusieurs projets compatibles avec l'idéal chrétien. Il n'y en avait qu'un seul, susceptible précisément d'obtenir au peuple le droit de participer à la construction de son histoire. Il fallait retirer toute légitimité à l'alliance avec le pouvoir oppresseur, laquelle était alors quasiment généralisée au niveau de l'Eglise officielle. Ma formation et mes études m'avaient préparé à l'enseignement, à la prédication des Exercices spirituels et à la pastorale sacramentaire. Le cri des opprimés et la réalité de mon pays m'ont amené à découvrir d'autres aspects du ministère sacerdotal. Il n'y avait pour moi aucune rupture dans le sacerdoce: simplement, je mettais davantage l'accent sur sa partie prophétique. C'était un choix cohérent avec les différentes dimensions du sacerdoce, qui explicitait, en plus des éléments contenus dans le ministère selon l'Ancien Testament, ses aspects prophétiques tels que Jésus les a manifestés dans le Nouveau Testament.

Mon travail est devenu chaque jour plus dangereux, car la plupart de mes activités révolutionnaires étaient alors publiques. Les autorités somozistes m'ont expulsé en 1970 de l'Université centro-américaine (UCA) de Managua. J'ai activement participé en 1973 à la fondation du Mouvement chrétien révolutionnaire (MCR), qui a formé tant de cadres et de dirigeants pour le FSLN.

Les dirigeants de la révolution m'ont envoyé en 1976 à Washington pour dénoncer les crimes et les violations des droits de l'homme du dictateur Somoza devant le Congrès des Etats-Unis. A mon retour au pays, le président du Sénat nicaraguayen a proposé que je sois déclaré traître à la patrie. Ensuite, nous avons fondé la Commission nicaraguayenne des droits de l'homme, etc.

Mille détails de nos combats, de nos peurs et de nos espoirs comme prêtres participant à ces années de lutte ne peuvent venir sous la plume, par manque de place. Toujours motivés par la foi, mais en cheminant très souvent dans l'obscurité, en cherchant à découvrir et à suivre le Seigneur de l'histoire, alors que nous ne voyions que des crimes et un dictateur souriant qui sortait victorieux de toutes les phases... L'espérance défailait parfois. Très souvent j'ai eu peur, très peur, surtout à la pensée des tortures.

Malgré le mandat d'arrêt lancé contre nous, nous sommes rentrés au Nicaragua le 4 juillet 1978. En moins de deux mois nous avons dû passer totalement dans la clandestinité. Puis est arrivée l'insurrection de septembre et l'offensive finale de l'année suivante par laquelle, avec le sacrifice héroïque de 50.000 compatriotes, nous sommes arrivés au triomphe populaire du 19 juillet 1979. Nous n'avions pas été les seuls religieux à faire quelque chose dans la lutte; d'autres prêtres apportaient leur soutien par la prédication de l'Evangile; de très nombreux religieux et religieuses ont collaboré sous d'innombrables formes avec les guérilleros; et des milliers de chrétiens ont combattu dans toutes les tranchées et sur toutes les barricades des campagnes et des villes du Nicaragua.

A la fin, les évêques ont, dans quelques écrits, condamné les violations du dictateur contre les droits de l'homme et, en plusieurs occasions, pris des positions fermes contre Somoza. Mais tout cela dans de grandes contradictions, pour arriver au jour de la victoire sans avoir jamais écrit un mot en faveur de la lutte du FSLN. Pire, ils ont condamné plusieurs fois la lutte du peuple quand, dans leurs écrits, ils condamnaient la violence "d'où qu'elle vienne", en quoi ils mettaient sur le même pied la violence injuste de l'oppresseur criminel et la défense légitime et juste du peuple opprimé. Ce n'est qu'une semaine avant l'offensive finale que les évêques ont justifié l'insurrection populaire.

Il est important de montrer clairement qu'à aucun moment mes décisions n'ont été prises en raison d'une crise de mon sacerdoce, mais qu'il s'est agi pour moi de l'itinéraire d'un prêtre qui découvre la dimension prophétique de son sacerdoce et ses exigences dans un pays comme le nôtre. Il n'est pas inutile d'ajouter que tous les pas que j'ai franchis au long de ces années ont fait l'objet de consultations auprès de mes supérieurs religieux et de ma communauté, et de leur approbation.

Je reconnais être profondément convaincu que c'est mon peuple qui a toujours été le moteur principal de mon avancée. Mon seul mérite a été de me mettre au milieu, et de me laisser porter.

#### V - Notre rôle après la victoire

a) Une fois la victoire révolutionnaire acquise, il aurait été normal que nous nous retirions de l'activité politique. Nous ne l'avons pas fait parce que nous prévoyions la dureté de la lutte. D'ailleurs notre projet nouveau n'était pas synonyme de participation au pouvoir, mais il était

d'affermir la possibilité pour les pauvres d'avoir le pouvoir. Et aussi parce que nous voulions continuer la lutte de l'homme nouveau dans le projet nouveau, en maintenant la présence en son sein de valeurs chrétiennes et la possibilité pour une gauche au pouvoir de n'être pas, pour la première fois, anti-chrétienne. Or cette possibilité historique se voyait menacée et diminuée. Nous sommes un petit pays de trois millions d'habitants.

b) Nous avons perçu que les yeux de l'Amérique latine étaient braqués sur nous, que nous étions devenus un symbole de la rupture avec le pouvoir dans l'Eglise. Nous ne pouvions décevoir les attentes. En réalité, ce que nous avons récolté a été du travail, des sacrifices, des menaces d'attentat et d'enlèvement, mais aucunement de la vanité ou des privilèges, qui collent habituellement à l'image de la fonction politique, surtout dans les pays développés.

c) Par ailleurs, les tâches qui nous ont été confiées sont largement en accord avec les tâches propres de notre vocation sacerdotale. Les dirigeants de la révolution, quinze jours après la victoire, m'ont chargé de l'alphabétisation; tout le peuple a été mobilisé et la plupart des étudiants et des scolaires se sont rendus dans les parties montagneuses du pays; le taux historique de 51% d'analphabétisme a été ramené à 12,9% en cinq mois d'application totale. Cela a été notre deuxième insurrection. Je me suis senti davantage réalisé comme prêtre en apprenant à lire à mon peuple qu'en enseignant Platon et Aristote à l'université de la UNAN.

Les chrétiens ont participé de façon importante à cette épopée. A la clôture du 2e congrès d'alphabétisation, le compagnon Carlos Carrión Cruz, délégué de la Direction nationale du FSLN pour la Croisade nationale d'alphabétisation, déclarait à ce propos dans la présentation ses conclusions finales:

"Il faut également souligner qu'en ces jours des tonnes de papier et des litres d'encre sont dépensés pour essayer de convaincre les chrétiens qu'on ne peut en même temps être chrétien et être révolutionnaire. Pourtant, les vrais chrétiens, tant religieux que laïcs, n'ont pas perdu leur temps à ces élucubrations théoriques. Par leur participation remarquable à la croisade ils ont fait la démonstration pratique qu'être chrétien et être révolutionnaire, ce n'est pas seulement possible: c'est indispensable."

Au terme de la tâche d'alphabétisation, le FSLN a accédé à ma demande de travailler avec "Jeunesse sandiniste du 19 juillet". Je sais que ce travail pouvait facilement être désavoué du point de vue ecclésiastique, en le qualifiant de "tâche politique". Mais le fait est que la Révolution sandiniste a mis un prêtre au poste de direction pour la formation de ce qu'elle a de plus précieux: sa jeunesse, c'est-à-dire son avenir. Comme prêtre et comme éducateur je me sens profondément réalisé du fait de mon travail dans une organisation qui regroupe plus de 60% des jeunes scolaires nicaraguayens.

En juillet 1984, j'ai été nommé ministre de l'éducation. Miguel et Ernesto ont continué à mener dans leurs ministères respectifs une tâche extraordinaire en faveur du peuple, reconnue dans le monde entier. Le P. Edgar Parrales est passé à la défense de la révolution dans le cadre de l'ambassade auprès de l'OEA à Washington.

## VI - Réflexions finales

a) Nous avons conscience d'être des cas exceptionnels, ou frontières, dans la pratique juridiquement admise par l'Eglise. Nous ne cherchons pas à ce que notre cas soit le premier pas pour une généralisation, tout comme nous n'at-

tendons pas que des prêtres tiennent des postes de ministres d'Etat dans toutes les révolutions en gestation en Amérique latine. L'autorisation de continuer dans nos charges, que la conférence épiscopale nous a accordée en juin 1981, se fonde sur la considération que les Nicaraguayens, après la guerre de libération, se trouvent dans une "situation d'urgence".

b) Mais le fait d'être aux frontières constitue pour nous une mission apostolique relevant véritablement du sacerdoce, puisque c'est l'exercice d'une fonction de guide et un service de la foi (5) par le biais d'un mouvement historique séculier, celui-là même que nous entendons aider non seulement à n'être ni anti-religieux ni anti-chrétien, mais aussi à être vraiment "révolutionnaire", humain dans la révolution, et réellement au service des pauvres.

c) Ce qui est en question, ce n'est pas un canon (6); c'est le fait que la foi puisse réellement s'incarner dans le choix des pauvres, possibilité mondialement récusée par les pouvoirs.

d) Personne ne peut ignorer l'importance extrême que revêt, pour l'avenir d'une nation, le fait que les dirigeants de sa révolution reconnaissent publiquement la portée de la participation chrétienne. Dans un communiqué officiel de la Direction nationale du FSLN sur la religion, le 7 octobre 1980 (7), on peut lire des passages comme ceux-ci:

"Les chrétiens patriotes et révolutionnaires font partie intégrante de la Révolution populaire sandiniste, non pas d'aujourd'hui, mais depuis de nombreuses années."... "Un grand nombre de militants et de combattants du FSLN ont trouvé dans l'interprétation de leur foi les motivations de leur engagement dans le combat révolutionnaire et donc dans le FSLN."... "Tous ont été des hommes humbles qui ont su faire leur devoir de patriotes et de révolutionnaires sans se perdre en longues discussions philosophiques."... "Les chrétiens ont donc été partie intégrante de notre histoire révolutionnaire, et cela à un degré sans précédent dans aucun autre mouvement révolutionnaire en Amérique latine et probablement dans le monde."

e) Je crois qu'au Nicaragua on doit nous laisser dire une parole sur Jésus-Christ: par les faits, par le témoignage, par l'encouragement et l'accompagnement des chrétiens vivant à l'intérieur d'un mouvement historique, lequel nous dit aussi et nous enseigne l'action de l'Esprit de Jésus.

J'ai partagé avec vous mon témoignage et une expérience ecclésiale profondément douloureuse pour moi. A mon sens et en fonction de mon expérience personnelle, je constate, dans mon cas, qu'il m'est possible de vivre en même temps ma fidélité à l'Eglise comme jésuite et comme prêtre, et ma tâche de service des pauvres du Nicaragua dans le cadre de la Révolution populaire sandiniste. Pourtant, on m'interdit de conjuguer les deux amours de ma vie, qui d'ailleurs ne sont pas deux mais un seul (Mt 25). Je termine dans la foi, l'espérance et l'amour chrétien, en pensant avoir correspondu, malgré mes déficiences, aux exigences du Seigneur et du peuple sur ma vie. Je vous demande, une fois encore, votre prière et votre action solidaire.

Fernando Cardenal M.

---

(5) Allusion au titre du décret IV de la 32e congrégation générale de la Compagnie de Jésus (NdT).

(6) Article du Code de droit canonique (NdT).

(7) Cf. DIAL D 654 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 360 F - Avion 440 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441